

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 16 JUILLET 2018**

Par le Service des relations médias,
relations publiques et à la communauté

Politique

Les Libéraux dressent leur bilan 2014-2018 dans les Hautes-Laurentides



SIMON DOMINÉ
sdomine@lecourant.ca

Alors que les élections se rapprochent et que sa formation politique tire de l'arrière dans les sondages face à la Coalition Avenir Québec (CAQ), la ministre libérale responsable des Laurentides, Christine St-Pierre, dresse un bilan positif de l'action de son gouvernement dans la région.

La ministre St-Pierre en est convaincue: c'est grâce à l'action du gouvernement libéral de Philippe Couillard si l'économie québécoise tourne actuellement «à plein régime». Pour deux raisons essentiellement: d'abord parce que «dès 2014, le ménage a été fait dans les finances publiques»; ensuite, parce que «plusieurs actions ont été posées pour soutenir les entreprises» (allègement du fardeau fiscal, modernisation, passage au numérique, mise en place de stratégies et de politiques économiques).

La ministre ne mentionne toutefois pas que d'autres facteurs, comme les transferts fédéraux (en augmentation) ou les taux d'intérêts (à la baisse), peuvent aussi y être pour quelque chose.

Fin juin, Mme St-Pierre a passé en revue le mandat 2014-2018 dans un communiqué de presse de 15 pages, dans lequel elle évoque, entre autres, 82 annonces économiques survenues dans les derniers mois pour l'ensemble des Laurentides.

«MISE EN SCÈNE»

Que pense plus spécifiquement le député péquiste de Labelle, Sylvain Pagé, du bilan des libéraux dans la MRC d'Antoine-Labelle, acquise depuis 1989 à la cause souverainiste?

«Derrière ces quelques mots se cache la stratégie de ce gouvernement qui aura procédé à des coupures douloureuses et abusives au cours des trois premières années de son mandat afin de se dégager des marges de manœuvre en prévision des élections, analyse M. Pagé. Je trouve cela franchement indécent! Un exem-

ple parmi tant d'autres, comment peut-on se targuer sans gêne de l'annonce d'une aide financière de 2,6 M\$ au développement régional après en avoir coupé plus de 7 M\$? Bien sûr, au final, je vais me réjouir des investissements pour le comté Labelle, mais force est de constater que tout cela arrive à quelques mois du prochain scrutin. Peut-être devrions-nous aller voter tous les ans, cela éviterait de pareilles mises en scène.»

ÉCONOMIE

La ministre St-Pierre estime quant à elle avoir répondu présente. Sur le plan économique, elle cite en exemple l'octroi de 13 M\$ par son gouvernement au projet «Brancher Antoine-Labelle» (novembre 2017) et les 566 958\$ en financement accordés à divers projets (mars 2018) dans le cadre du Fond d'appui au rayonnement des régions (FARR). Mis à part un accompagnement personnalisé pour l'entreprise lauriemontoise Groupe KTG et le renouvellement d'ententes, il n'y a cependant pas grand-chose d'autre à se mettre sous la dent dans le bilan de Mme St-Pierre.

En revanche, elle occulte complètement le fait que son gouvernement a amputé de 432 000\$ (novembre 2014) son financement au Centre local de développement (CLD) d'Antoine-Labelle. Plusieurs employés, dont le directeur-général d'alors, ont perdu leur emploi et ce sont les municipalités locales qui ont comblé le manque à gagner afin de sauver cet organisme de développement économique. En 2015, le nouveau directeur général, Frédéric Houle, chiffrait

à 5 000 par an le nombre d'heures en moins offert en services directs aux entreprises.

ÉDUCATION

Constat quelque peu similaire en éducation. Sur ce plan-là, mis à part la construction d'une patinoire à Notre-Dame-du-Laus, des enveloppes pour contrer le décrochage scolaire et l'ajout de deux maternelles, la ministre St-Pierre semble avoir peu de choses marquantes à mettre au crédit de son gouvernement dans les Hautes-Laurentides.

Malgré les récents réinvestissements, les compressions budgétaires des dernières années ont fait mal à la CSPN et semé l'inquiétude parmi le personnel. En effet, la CSPN a bien failli se résigner à couper dans le service aux élèves et à fusionner avec celles des Laurentides et de Rivière-du-Nord, jusqu'à ce que le ministre de l'éducation de l'époque, Yves Bolduc, ne fasse machine arrière (2014-

2015), avant de démissionner (février 2015) et de laisser la place à François Blais. En affirmant que l'équilibre budgétaire devait primer sur le réinvestissement en éducation (octobre 2015), ce dernier n'a pas rassuré le milieu de l'enseignement. Le ministre actuel, Sébastien Proulx, aura-t-il eu le temps de ramasser les pots cassés et de rétablir la confiance?

SANTÉ

Côté santé, le bilan des quatre dernières années est mitigé. La première moitié du mandat a été marquée par la création du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides (mars 2015). À cette occasion 56% des postes de cadres locaux ont été éliminés dans Antoine-

«J'AI ABORDÉ CE MANDAT AVEC UNE SEULE OBSESSION: AMÉLIORER LA VIE DES GENS, SORTIR LE QUÉBEC DU PESSIMISME, REDONNER ESPOIR ET MONTRER QUE NOUS SOMMES CAPABLES DE RÉUSSIR.» — PHILIPPE COUILLARD, PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC



Élue dans la circonscription de l'Acadie (Montréal), la ministre Christine St-Pierre s'est vue confier la responsabilité de la région des Laurentides en 2015. Entre 2014 et 2015, ce rôle était dévolu à son collègue Pierre Arcand. Mme St-Pierre est aussi ministre des Relations internationales et de la Francophonie (photo: archives - Le Courant des Hautes-Laurentides).

Labelle et un seul représentant du milieu a été nommé sur le conseil d'administration par le ministre, sans avoir la liberté de répondre aux questions des journalistes. Est-ce que les Hautes-Laurentides ont gagné au change avec la relocalisation d'Info Social (8-1-1) à Rivière-Rouge et la création de 21 emplois dans cette ville (août 2016)?

De bons coups ont suivi: reconnaissance (juillet 2017) d'un troisième Groupe de médecine familiale (GMF), dépassement de la cible fixée du ministre Gaétan Barrette de 85% de patients pris en charge par un médecin de famille (septembre 2017), bonification de la couverture ambulancière au nord de Mont-Laurier (avril 2018) et annonce d'une enveloppe supplémentaire de 45 670 110\$ pour éliminer toute forme d'iniquité interrégionale en matière de financement (avril 2018).

On attend encore en revanche un projet de 24 M\$ pour la modernisation de l'hôpital de Mont-Laurier. De manière générale, rappelons que les bâtiments de santé et de services sociaux sont en très mauvais état dans Antoine-Labelle, mais des travaux de 38 M\$ devraient améliorer la situation d'ici les cinq prochaines années.

AFFAIRES MUNICIPALES

Sur le front des affaires municipales, le ministre St-Pierre rappelle la mise aux normes d'un barrage à Lac-Saguay, de l'aide financière pour soutenir les propriétaires aux prises avec la pyrrhotite ou encore les 550 000\$ octroyés à la MRC d'Antoine-Labelle dans le cadre du programme RénoRégion. Pas un mot cependant sur le début de mandat marqué par la disparition de la Conférence régionale des élus (CRÉ).

CULTURE

En culture, on retiendra surtout des quatre dernières années l'aide financière de 1 088 900\$ annoncée pour la relocalisation du Centre d'opposition de Mont-Laurier (novembre 2017).

ENVIRONNEMENT

Si l'on se penche sur la question environnementale, notons l'octroi de 1 387 000\$ à la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre (RIDL) pour une installation de compostage (juillet 2015), le soutien financier au conseil régional de l'environnement des Laurentides ou encore l'aide apportée aux organismes de bassins versants (mai 2018), dont le Comité du bassin versant de la rivière du Lièvre (COBALI).

FORÊT, FAUNE ET PARCS

En ce qui concerne le milieu de la forêt et de la faune, soulignons l'importante annonce de la reconstruction du pont Ceizur (juin 2017), qui donne accès à 12% des territoires non organisés (TNO) de la MRC d'Antoine-Labelle (ce qui représente aussi 8% de tout le territoire public des Laurentides) et qui a été fermé entre 2012 et 2014.

En plus des sommes réservées aux travauxylvicoles, le gouvernement injecte également de l'argent pour la mise en valeur des forêts privées. Par contre, le ministre St-Pierre évoque pas la décision controversée (avril 2017) de transférer les activités de la pisciculture de Lac-des-Écorces à Baldwin-Coaticook (Estrie), qui est encore aujourd'hui combattue par les élus locaux. Sept emplois sont notamment en jeu.

TOURISME

Au niveau du tourisme, les aides financières (348 000\$, puis 509 000\$) annoncées au profit des événements et festivals des Laurentides (août 2017 et juillet 2018) se concentrent majoritairement à Mont-Tremblant et dans les Basses-Laurentides. En tout et pour tout, en deux ans, on parle au maximum de 43 000\$ distribués dans les Hautes-Laurentides.

TRANSPORTS

Il aura fallu la mort d'une énième personne (janvier 2018) pour forcer le quatrième ministre à s'occuper des Transports depuis 2014, André Fortin, à prendre le taureau par les cornes (mai 2018) et inscrire au Plan québécois des infrastructures (PQI) un projet de chaussée à quatre voies entre Labelle et Rivière-Rouge. Cette promesse avait été faite par un autre ministre libéral en 2011, mais n'avait pas été tenue. On comptabilise depuis une trentaine de morts sur le tronçon compris entre Mont-Laurier et Labelle. La 117 s'est vue donner les tristes surnoms de «Sang 17» ou de «Route de la mort».



La première partie du mandat de Philippe Couillard a été marquée par une période de coupures budgétaires à tous les niveaux qui a été vivement dénoncée dans les Hautes-Laurentides. Sur la photo: des participants à la manifestation contre l'austérité à Mont-Laurier, le 11 décembre 2014 (photo: archives - Le Courant des Hautes-Laurentides).



Le député de Labelle, Sylvain Pagé, aux côtés du ministre des Transports, André Fortin, lors de l'annonce de l'élargissement de la route 117 entre Labelle et Rivière-Rouge (photo: archives - L'Information du Nord).

L'autre annonce majeure a été faite par le ministre St-Pierre (décembre 2017) dans la MRC voisine des Laurentides. Il s'agissait là encore d'une promesse non-tenue: celle de réaliser une voie de contournement pour les motoneigistes entre Saint-Faustin-Lac-Carré et Mont-Tremblant. La présidente de la Fédération des Clubs de Motoneigistes du Québec, Denise Grenier, estimait alors que la situation avait fait perdre aux Laurentides leur première place de destination

motoneige au Québec et beaucoup d'argent aux entreprises locales.

COMMUNAUTAIRE

La ministre St-Pierre n'avait rien à dire par rapport au milieu communautaire dans son communiqué de presse. À l'échelle du Québec, les organismes communautaires réclament 475 M\$ de plus qu'actuellement pour remplir leur mission. Québec leur a accordé 22,5 M\$ de plus cette année (mars 2018). ■

Au terme d'un référendum tenu le 28 juin dans les Laurentides **Nouvelle entente collective locale pour les membres de la FIQ-SPSL**



Collaboration
RONALD MC GREGOR
Information du Nord

Les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides ont enfin une nouvelle convention collective.

C'est à la suite d'un référendum tenu le 28 juin que le Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides (SPSL) affilié à la FIQ (Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec) a fait connaître le résultat de celui-ci. 92% des

membres des Laurentides ont voté en faveur de l'entente de principe.

C'est le 3e syndicat affilié à la FIQ qui se dote d'une nouvelle convention collective après de longues et ardues négociations. Le vice-président, secteur Nord et responsable des communications au SPSL, Francis Charbonneau, donne plus de précisions sur ce qu'il qualifie comme le cheval de bataille de l'entente.

«Notre grande demande était au niveau de la stabilité de nos membres. Pour la MRC d'Antoine-Labelle, on a gardé ce territoire. Ce qui veut dire que les membres ne se déplaceront plus en

Après un peu plus de six mois, une entente est enfin survenue entre les membres du SPSL - FIQ et le CISSS des Laurentides (photo: gracieuseté - Catherine Laporte/Studio L'Envol).



dehors de celui-ci. Dans la MRC des Laurentides, c'est la même chose. À quelques occasions. Il pourrait y avoir des centres d'activités qui seraient créés sur les deux territoires, ça ferait en sorte que les membres ne se déplaceront pas sur plus de 40 km.» Bref, de Mont-Laurier à Sainte-Agathe, on parle de deux territoires, deux MRC.

LES PORTS D'ATTACHE

«Du côté de la MRC des Laurentides, de Sainte-Agathe, il y a un autre territoire. Là aussi il pourrait y avoir une fusion d'un centre d'activités. Le port d'attache est un gros gain pour les Laurentides», avance le vice-président.

Tout implique que dorénavant, quand un poste est affiché, le port d'attache est indiqué. Si la personne a un port d'attache à Mont-Laurier ou Rivière-Rouge, elle sera rémunérée pour son temps et son kilométrage à l'un ou l'autre centre de services.

«Si jamais l'employeur voulait modifier le port d'attache, déménager la personne à Mont-Laurier tout le temps, il doit abolir le poste et le réafficher, car il ne peut modifier les ports d'attache à plus de 25 km», précise Francis Charbonneau.

Par la voix de Thaïs Dubé aux communications du CISSS des Laurentides, là aussi on est satisfait de l'entente. «Nous, on se réjouit que les deux parties en soient venues à une entente de qualité. Elle est à la fois satisfaisante pour les membres du personnel qui trouvent au CISSS un environnement de travail de choix, mais elle est aussi bénéfique pour l'accessibilité et la qualité des services offerts dans les 80 installations.»

Les discussions pour cette entente se sont amorcées le 7 décembre dernier. La FIQ - SPSL représente plus de 4 200 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires du CISSS des Laurentides. ■

ACTUALITÉ

Fondation du Centre Hospitalier Mont-Laurier

À la recherche d'ambassadeurs



KATHLEEN GODMER
redaction@lecourant.ca

La Fondation du Centre Hospitalier Mont-Laurier, qui fêtera cette année ses 30 ans, est à la recherche d'ambassadeurs prêts à s'impliquer pour la cause. Le journal a rencontré David Cyr, directeur général pour la Fondation, afin d'en savoir plus.

Parlez-moi de votre projet d'avoir des ambassadeurs dans les différentes municipalités de la région.

Je me suis rendu compte que les gens de Mont-Laurier étaient beaucoup sollicités. Comme souvent dans les villages il y a des gens qui veulent s'impliquer, je me suis dit que ce serait bien de leur demander s'ils voulaient devenir ambassadeur de la Fondation dans leur municipalité. En ayant des représentants un peu partout, ce serait plus facile de réunir un groupe et de travailler ensemble sur les projets et levées de fonds. Quand on a des événements majeurs, il y aurait des gens sur place dans les communautés et ce serait une belle façon de partager ce qui se passe, de faire connaître l'événement et d'encourager les gens à y participer. Il n'y a rien de mieux que le contact direct et le bouche-à-oreille.

De quelle façon voudriez-vous procéder pour mettre le projet ambassadeur en place?

L'idéal serait d'avoir une personne, un représentant, dans chaque municipalité pour nous soutenir dans nos projets et activités. J'aimerais aussi que ces ambassadeurs en viennent à créer des petits événements dans leur localité et je serais là pour les appuyer puisque c'est mon travail. Ça ferait en sorte que chaque municipalité serait impliquée et contribuerait au rayonnement de la Fondation.

Quand vous parlez des différentes municipalités, vous parlez de quel territoire exactement?

En fait, je dirais que lorsqu'on arrive près de Rivière-Rouge, on sait qu'eux sont plus attachés à la Fondation de l'hôpital de Rivière-Rouge. Je dirais donc que le territoire visé serait entre Lac-Saguay, Saint-Jean-sur-Lac, Sainte-Anne-du-Lac et Notre-Dame-du-Laus. J'aimerais que les gens m'envoient une lettre d'intention pour m'expliquer qui ils

sont, d'où vient leur intérêt, qu'ils me parlent de leurs propositions... Ça peut être des gens habitués de s'impliquer dans des causes ou tout simplement des gens qui ont envie de relever un nouveau défi, des gens qui ont du temps, des nouveaux retraités. C'est une belle occasion

de s'impliquer, d'essayer des nouvelles choses et je crois que je suis assez progressiste dans ma vision, donc très ouvert.

Ce que vous proposez c'est nouveau comme concept ou est-ce que ça c'est déjà vu ailleurs?

Pour dire vrai, je ne sais pas. En général, ce que je fais, c'est que je lance mes idées et je me compare après. Il me semblait que c'était tout naturel car l'hôpital de Mont-Laurier, même si ce n'est pas un hôpital régional, couvre

un grand territoire et dessert beaucoup de gens. Le CHSLD et les CLSC touchent aussi à la Fondation donc pourquoi ne pas faire le rayonnement plus grand et impliquer le plus de monde possible?

«QUE CE SOIT UNE PERSONNE QUI SE PROPOSE OU QUELQU'UN QUI EST PROPOSÉ, C'EST AUSSI INTÉRESSANT POUR NOUS. LA RÉALITÉ C'EST QUE CE N'EST PAS LE CV QUI COMPTE, MAIS BIENS LES RAISONS DE VOULOIR DEVENIR AMBASSEUR.» - DAVID CYR, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER DE MONT-LAURIER

Quel est le mandat auquel doivent s'attendre les gens intéressés à devenir ambassadeur?

Le mandat numéro un est justement de faire connaître chez eux ce qui se passe à la Fondation, en parlant des événements, en étant présent lors de ceux-ci, en s'impliquant dans l'organisation, en vendant des billets, en encourageant la population à venir aux événements proposés par la Fondation. Avant même d'avoir envie de donner pour une cause, les gens doivent avoir une raison de le faire et veulent souvent avoir quelque chose en retour, que ce soit de la visibilité ou de pouvoir participer à un événement où ils pourront s'amuser et en profiter.

Dans un monde idéal, vous voudriez que tout ça soit en place à partir de quand?

Idéalement septembre ou octobre. Déjà en septembre, il y aura la journée Chaumière. L'événement est organisé par le restaurant et les profits reviennent en totalité à la Fondation. On va être là pour les appuyer et si nos ambassadeurs sont en place, ils pourront eux aussi y participer en parlant de la journée à leurs concitoyens et en les encourageant à aller manger dans ce restaurant-là plutôt que dans un autre lors de cette journée afin d'encourager la cause.

Parlez-moi un peu des enjeux actuels de la Fondation.

Je vous dirais que ça va relativement bien. Moi, je suis en poste depuis le mois de décembre. Je travaille à mettre sur pied des campagnes de financement. J'ai fait plusieurs propositions au conseil d'administration. Sans en dire trop, je dévoile un petit scoop: cette année, au souper-

spectacle, on va faire le lancement d'une campagne triennale, qui, on l'espère, aura un rayonnement presque national puisqu'on veut solliciter des partenaires d'envergure nationale ainsi que des partenaires régionaux. J'ai donc travaillé sur des plans de visibilité en lien avec ça. Toutes les entreprises régionales peuvent devenir partenaire et les plus petites peuvent aussi devenir commanditaire. Tout ça vient bien sûr avec une visibilité et un retour pour ces gens-là. Autres enjeux, on n'a jamais assez de sous pour acheter tous les équipements qui nous sont demandés. Des listes nous sont présentées et idéalement ce serait d'être capable de répondre à toutes les demandes, mais pour ça, ça prend toujours de l'argent. Pour l'instant, on se doit de faire des choix et parfois c'est frustrant car les besoins sont grands et nombreux. On aimerait aussi venir à élargir la mission de la Fondation en offrant plus que de l'équipement, ce qui devient encore un nouveau défi car, encore une fois, ça implique un volet financement.

De quelle façon les gens intéressés à devenir ambassadeur peuvent-ils vous le faire savoir?

Comme je le disais, en m'envoyant une lettre d'intention. Ça peut aussi être une autre personne qui propose quelqu'un en disant que cette personne serait parfaite pour remplir ce rôle. Ce serait comme une référence pour nous. On va rencontrer les gens et on aura des choix à faire. Je souhaite vraiment avoir des gens de chaque municipalité et on peut me contacter par courriel à l'adresse suivante : david.cyr.al@ssss.gouv.qc.ca. ■



David Cyr, Directeur Général de la Fondation du Centre Hospitalier de Mont-Laurier (photo: Kathleen Godmer - Le Courant des Hautes-Laurentides).

▲ AGRANDISSEMENT DE L'HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME

«IL EST TEMPS QUE ÇA SE FASSE...»

- FRANÇOIS LEGAULT

MYCHEL LAPOINTE

mychel.lapointe@infoslaurentides.com

« Il est temps qu'on l'agrandisse. Ça fait longtemps que le gouvernement libéral le promet et il n'y a rien qui se passe... » lance François Legault.

On aura deviné que le chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ) fait allusion à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, lorsqu'interrogé sur la question par le représentant d'*Infos Laurentides*, au moment de son passage à Saint-Sauveur jeudi dernier.

Pour M. Legault, la solution concernant l'hôpital jérômien est de deux ordres: l'agrandissement et désengorger l'urgence en orientant les patients ailleurs.

« C'est confirmé par tous les spécialistes que l'Hôpital n'est pas assez grand. Deuxième chose, il faut avoir beaucoup plus de groupes de médecine familiale ouverts sept jours sur sept pour éviter que les cas légers se retrouvent à l'urgence de l'Hôpital de Saint-Jérôme plutôt que d'être traités dans les cliniques. Ça prend des médecins de famille et des infirmières... Ce sont les deux grands problèmes: agrandir et regarder pour avoir des groupes de médecins de famille qui soient disponibles le soir et les fins de semaine ».

En point de presse quelques minutes plus tôt, François Legault avait dit au sujet du centre hospitalier de Saint-Jérôme et celui de Saint-Agathe (il était de passage dans la ville quelques heures plus tôt) qu'ils figuraient « parmi les pires hôpitaux au Québec au niveau du taux d'occupation » de l'urgence.



Photo Mychel Lapointe

« Ça fait longtemps que le gouvernement libéral le promet et il n'y a rien qui se passe », a dit François Legault (au sujet de l'agrandissement de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme), qu'on retrouve ici en compagnie de Marguerite Blais.

Quelque « 60 % des patients aux urgences présentent des problèmes qui devraient être traités en clinique ou par des médecins de famille », a-t-il ajouté.

PESER SUR LE PITON

« Alors, M. Legault, le 2 octobre au matin (la date avancée pour un scrutin québécois étant le 1^{er} octobre), vous êtes premier ministre (scénario hypothétique, on s'entend), vous faites quoi dans le dossier de l'agrandissement de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme? » lui a demandé *Infos Laurentides*.

« On va peser sur le piton et commencer à définir le projet. Les plans, lancer l'appel d'offres. Il est temps que ça se fasse. Ça doit se faire... »

ÉCOLE SECONDAIRE

Dans un autre ordre d'idée, de passage à Prévost en janvier dernier, le chef de la

CAQ avait rencontré le maire Paul Germain et différents intervenants liés au dossier d'une école secondaire à Prévost.

Disant être favorable au projet, M. Legault avait dit à *Infos Laurentides* que « C'est un très beau projet. On va le chiffrer et lui revenir (en parlant du maire Germain) ». Évoquant même la possibilité d'en faire un engagement électoral.

Nous l'avons donc relancé sur la question jeudi dernier.

Amorçant sa réponse en précisant qu'« on n'est pas encore rendu en campagne électorale, c'est seulement au mois de septembre », il a indiqué que « c'est un dossier que je regarde très favorablement. Marguerite (Blais, candidate de la Coalition Avenir Québec dans Prévost) en a parlé avec le maire. C'est un dossier très intéressant... »

À suivre, à l'automne.



Photo Claude Cormier
Stéphane Maher

▼ CONSOLIDATION DU PÔLE RÉGIONAL DE LA SANTÉ «**SAINT-JÉRÔME MET EN PLACE LES CONDITIONS GAGNANTES...**» - STÉPHANE MAHER

MYCHEL LAPOINTE
mychel.lapointe@infoslaurentides.com

«**S**aint-Jérôme met en place les conditions gagnantes pour la consolidation du pôle régional de la santé... En tant que capitale régionale, Saint-Jérôme a le devoir d'offrir des services de santé accessibles et de qualité aux citoyennes et aux citoyens de la région. En favorisant le développement du pôle régional de la santé, nous souhaitons que le gouvernement du Québec reprenne la balle au bond et s'engage à investir, ici, dans le domaine de la santé», indique Stéphane Maher.

Le maire de Saint-Jérôme y allait de cette déclaration mardi dernier alors que, le jour même, les élus de la Ville de Saint-Jérôme ont décidé, par voie de résolution en assemblée publique, de confier le mandat au Service de l'urbanisme et du développement durable d'élaborer un Programme particulier d'Urbanisme (PPU) «Pôle régional de la santé», en partenariat avec les acteurs de la région «afin d'apporter plus de précisions quant à la planification de ce pôle».

CONDITIONS OPTIMALES

«La Ville souhaite ainsi mettre en place les conditions optimales permettant le développement du pôle régional de la santé et sa consolidation en matière de services dans le secteur à proximité de l'Hôpital ré-

gional de Saint-Jérôme, où des investissements publics et privés majeurs de plus d'un milliard de dollars sont appelés à se concrétiser au cours des prochaines années. Ceux-ci s'ajouteront à ceux réalisés ou en cours de réalisation, dont deux nouveaux CHSLD, la construction d'une nouvelle aile pour les soins de santé mentale et d'une nouvelle clinique privée», souligne-t-on dans un communiqué de presse émis à cet égard le lendemain de l'assemblée.

On se rappellera que, par voie de résolution adoptée à l'unanimité par les membres du conseil municipal, la Ville de Saint-Jérôme a demandé au gouvernement du Québec d'inscrire la modernisation et l'agrandissement de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme au Plan québé-

cois des infrastructures (PQI).

Une chose que souhaitent tout autant les membres de l'Association des médecins et professionnels pour l'avancement de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme (AMPAHRSJ) qui font des représentations en ce sens depuis quelques mois déjà.

Tout comme ceux du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) qui ont également pris position en faveur de la concrétisation du projet d'agrandissement.

LAMARRE ET LEGAULT

D'ailleurs, il y a fort à parier, que le dossier de l'agrandissement de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme se retrouvera au cœur de la campagne électorale qui sera officiellement lancée (comme si elle ne l'était pas déjà) au cours du prochain mois.

Déjà, on connaît la position des deux partis de l'opposition quant à la nécessité de procéder au plus tôt.

D'abord celle de Diane Lamarre, députée péquiste de Taillon et porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé et d'accessibilité aux soins, qui de passage à Prévost en avril dernier, disait en substance au représentant d'*Infos Laurentides* qui l'interrogeait sur la question que «*l'urgence de l'Hôpital de Saint-Jé-*

rome a besoin d'une mise à niveau en termes de modernisation. Il faut des urgences performantes. Le gouvernement libéral n'a misé que sur une approche hospitalière très centrée sur les médecins. L'Hôpital de Saint-Jérôme présente des caractéristiques qui font que depuis longtemps, il n'y a pas eu une mise au niveau de ses infrastructures. C'est nécessaire que l'Hôpital de Saint-Jérôme soit équipé de façon contemporaine. Il y a vraiment des besoins... Avec l'argent qu'on a investi au niveau de certains hôpitaux universitaires au Québec, je pense qu'on doit aussi soutenir nos régions. Les régions de Saint-Jérôme et des Laurentides forment un grand territoire. Il y a des besoins qui amplifient, qui grandissent beaucoup avec la population qui augmente vraiment. Il faut équiper les gens des Laurentides avec une urgence et un hôpital qui performant, pour donner les bons services comme ceux dont on a besoin en 2018. Il faut donner les bons instruments aux équipes médicales, aux équipes de soins infirmiers».

Quant à François Legault, les choses sont aussi claires: «*Il est temps qu'on l'agrandisse. Ça fait longtemps que le gouvernement libéral le promet et il n'y a rien qui se passe...*», disait, à *Infos Laurentides*, M. Legault de passage à Saint-Sauveur, il y a une quinzaine de jours.



Photo Mychel Lapointe
Diane Lamarre



Photo Mychel Lapointe
François Legault

ACTUALITÉS

LE CISSS RAPATRIE L'URFI

C'est confirmé, Lachute perdra l'Unité de réadaptation fonctionnelle intensive (URFI) au profit de Saint-Jérôme.

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides travaille actuellement à la création d'un pôle de réadaptation en déficience motrice à Saint-Jérôme. « Ce concept permettra d'offrir une expertise en réadaptation spécialisée située à un endroit central et facilement accessible pour la clientèle », a informé Thaïs Dubé, agente d'information au CISSS des Laurentides.

Selon les données qu'elle a transmises au journal, 66 % des patients ayant eu recours aux services de l'URFI au cours des trois dernières années provenaient de localités situées au sud de Saint-Jérôme. En avril dernier, lorsque nous avons été informés des intentions du CISSS de rapatrier les services vers Saint-Jérôme, on avait reconnu la difficulté de recruter des médecins prêts à venir travailler à Lachute.

Le projet de pôle régional de réadaptation, dont l'ouverture est prévue en octobre prochain, offrira 36 lits et regroupera les services de réadaptation en déficience motrice adulte et de traumatologie externe du secteur de Saint-Jérôme. Les services de réadaptation externes seront toutefois

maintenus et intensifiés à proximité de diverses localités, dont Lachute, a-t-on assuré.

Rappelons que l'URFI avait été inaugurée à Lachute en 2013. Près de 40 employés travaillent dans cet établissement de la rue du Pavillon, à côté du CHSLD actuel. Selon les informations que nous avons recueillies au printemps, l'édifice actuel pourrait servir à relocaliser des services qui sont actuellement aménagés dans des espaces locatifs ou encore dans des roulottes à Lachute.



Cinq ans après son inauguration, l'URFI de Lachute déménage à Saint-Jérôme. —Archives

UNE PREMIÈRE ENTENTE POUR DES EMPLOYÉS DU CISSS

La première convention collective depuis la fusion des établissements de santé en 2015, partout au Québec, a été signée dans les Laurentides.

Le Centre de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides et le Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides (SPSL), affiliés à la Fédération interprofessionnelle de la Santé du Québec (FIQ), sont effectivement les premiers à s'entendre sur de nouvelles dispositions. La séance de signatures officielles a eu lieu le vendredi 6 juillet à Saint-Jérôme.

« Tous les membres du comité de négociation, tant du côté patronal que syndical, avaient à coeur d'offrir aux membres du personnel d'ici des conditions de travail de très grande qualité et une qualité de soins et de services à la hauteur des besoins et attentes des citoyens des Laurentides. Je suis convaincu que cela a représenté la clé du succès et c'est ce qui nous a permis d'être les premiers au Québec à signer officiellement notre entente », a déclaré Jean-François Foisy, président-directeur général du CISSS des Laurentides.

La convention collective locale entrera en vigueur le 27 août 2018. La FIQ représente près de 4200 employées du CISSS des Laurentides (infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes). –*Evelyne Bergeron*

Santé • Health Après des mois d'incertitude

L'URFI ferme ses portes



Francis Legault
Lachute

L'Unité de réadaptation fonctionnelle intensive (URFI) de l'hôpital de Lachute va fermer ses portes. Comme nous le rapportions en avril dernier, le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSL) a confirmé que cette unité déménagerait à Saint-Jérôme en emportant avec elle ses 38 emplois. Selon ce que *Le Régional* a appris, cette fermeture devrait avoir lieu dès ce vendredi.

Inaugurée en 2013, l'aile qui abrite l'URFI a été construite au coût de 5 millions \$ spécifiquement pour accueillir ce type de clientèle. Les patients de l'URFI sont atteints de maladies dégénératives, ont été victimes d'un accident vasculaire cérébral (AVC) ou encore ont subi une amputation. Le Centre de réadaptation en déficience physique (CRDP) Le Bouclier offre les services de réadaptations (ergothérapie, physiothérapie, etc.) à ces patients tandis que la maintenance du bâtiment et des soins infirmiers et auxiliaires relèvent directement de la

direction du centre hospitalier. La durée moyenne d'un séjour à l'URFI est d'une quarantaine de jours.

Cinq ans plus tard, le CISSSL affirme vouloir concentrer l'ensemble des lits de cette unité à Saint-Jérôme, dans l'ancien CHSLD Youville dont les résidents ont été transférés dans une nouvelle bâtisse. L'URFI de Ste-Agathe-des-Monts devrait subir le même sort que celui de Lachute. La nouvelle URFI de St-Jérôme regrouperait les 36 lits régionaux de cette unité en un seul endroit. Son ouverture est prévue pour octobre prochain.

Comme rapporté en avril dernier, le CISSSL explique sa décision notamment en raison de la difficulté à embaucher des médecins spécialistes en réadaptation du fait que ces derniers devaient se promener entre Lachute, Ste-Agathe et St-Jérôme pour rencontrer leurs patients. À Lachute, un seul médecin en réadaptation était en poste alors qu'il en aurait fallu trois.

L'URFI de Lachute comptait 38 employés. Ces postes seront transférés à St-Jérôme. Quant à la bâtisse, le CISSSL affirme étudier différentes options quant à sa vocation future.



Photo d'archives
L'URFI de Lachute embauchait 38 personnes, des postes qui seront transférés à la nouvelle unité de Saint-Jérôme.

The CISSS des Laurentides: the first institution in Quebec to sign the agree- ment on the local provisions of the collective agreement with the Interprofessional Federation of Quebec Health

The Laurentian Integrated Health and Social Services Center (CISSS) recently officially ratified the agreement on the local provisions of the collective agreement with the Union of Laurentian Care Professionals affiliated to the Quebec Interprofessional Federation of Health (FIQ) and, as such, is the first CISSS in Quebec to have officially signed with the union representatives of the FIQ.

Already, last week, CISSS Laurentian employees affiliated with the FIQ, voted 92% in favor of the content of this agreement. This support for the agreement recognizes the efforts made by union representatives and the institution to agree on provisions that improve the conditions of professional practice for employees and promote the provision of quality care and services to the public. The FIQ represents nearly 4,200 CISSS Laurentides employees (nurses, licensed practical nurses and respiratory therapists).

Discussions between the two parties specifically helped to develop a common vision on the stability of positions, movements and mobility of staff and work-life balance.

“All members of the bargaining committee, both on the employer and union side, were committed to providing our staff members with the highest quality of working conditions and standards of care and services to meet the needs and expectations of Laurentian citizens. I am convinced that this has been the key to success, and this has allowed us to be the first in Quebec to formally sign our agreement,” said Jean-François Foisy, President and CEO of CISSS des Laurentides.



M. Jean-François Foisy, President, Director-General of the CISSS des Laurentides and Mme Julie Daignault, President of the FIQ-SPSL.

▼ À LA VEILLE DES ÉLECTIONS
PROVINCIALES
LA MINISTRE
ST-PIERRE ET LA
DÉPUTÉE D'AMOURS
À L'HEURE
DES BILANS



La ministre Christine St-Pierre et la députée Sylvie D'Amours.

Benoît Bilodeau
benoitb@groupejcd.ca

Alors que la session parlementaire vient de prendre fin à l'Assemblée nationale du Québec, l'heure est maintenant au bilan du côté des députés et des ministres, avant la tenue des élections provinciales du 1er octobre prochain. Et ce bilan ne tient pas, on s'en doute, à quelques mois, mais bien à l'ensemble d'un mandat amorcé le 7 avril 2014.

LE BILAN DE LA MINISTRE ST-PIERRE

Pour une, la ministre responsable de la région des Laurentides, Christine St-Pierre, estime que le gouvernement libéral s'est occupé des «vraies affaires» dès son arrivée au pouvoir, en effectuant le ménage dans les finances publiques et en posant plusieurs actions pour soutenir les entreprises.

«Il n'y a qu'à penser à l'allègement de leur fardeau fiscal, à l'importance accordée aux nouvelles technologies, à la modernisation, au numérique, ainsi qu'à l'innovation et au dévoilement de stratégies et de politiques ambitieuses comme la Stratégie maritime et la Politique bioalimentaire», d'énumérer la ministre libérale, mentionnant au passage que la croissance économique est la plus forte des 18 dernières années et que la croissance des salaires la plus importante, au Canada, est au Québec.

«Dans la région, 82 annonces économiques ont été effectuées au cours des der-

niers mois. Aussi, il y a maintenant moins de Québécois dans la pauvreté, les temps d'attente en santé sont à la baisse, plus d'enseignants et de professionnels s'occupent de la réussite des jeunes dans les écoles et le gouvernement investit comme jamais dans la mobilité durable et la culture, tout en réduisant les impôts», d'indiquer Mme St-Pierre, ajoutant à ce bilan la décentralisation des pouvoirs vers les municipalités, «la plus grande dans l'histoire du Québec».

«Aujourd'hui, en 2018, nous pouvons être fiers du chemin que nous avons parcouru ensemble. Nous avons su rétablir un climat de confiance qui a permis la relance de notre économie. Sans cet élan économique, nous serions encore à l'heure des choix difficiles. Cependant, il demeure encore fragile. Le monde change et les défis ainsi que les enjeux sont grands», de soutenir la ministre, tout en invitant les électeurs à miser «sur une équipe solide qui a fait ses preuves».

LE BILAN DE LA DÉPUTÉE D'AMOURS

Au contraire, pour la députée provinciale de Mirabel, Sylvie D'Amours, qui sollicitera un deuxième mandat lors du prochain scrutin, il ne fait ainsi aucun doute que le gouvernement libéral de Philippe Couillard s'est peu soucié des citoyens de sa circonscription depuis la dernière élection,

«Que ce soit en santé ou en éducation, le gouvernement a déçu et n'a pas su répondre aux besoins des familles de la région. La population augmente, mais les services

stagnent. Quatre ans plus tard, nous attendons toujours. Voilà le bilan des dernières années libérales», a souligné la députée caquiste.

Celle-ci note que plusieurs dossiers n'ont toujours pas été réglés, qu'il s'agisse de la congestion routière, «un véritable fléau pour les automobilistes de la région», dit-elle, du peu d'accès aux services de transport collectif et l'accès à Internet haute vitesse.

Cela dit, la députée se montre fière du travail accompli durant ce premier mandat et du fait que de nombreux dossiers ont été portés jusqu'à l'Assemblée nationale. Dans sa liste, Mme D'Amours mentionne la construction de plusieurs nouvelles écoles, du centre de cancérologie

de l'Hôpital de Saint-Eustache ou de la demande des citoyens de Saint-Canut et de Saint-Picard qui réclament une plus grande sécurité aux abords des routes 158 et 344.

À cela, ajoute-t-elle, ses démarches pour défendre les producteurs et agriculteurs, ses nombreuses sorties contre les sites d'enfouissements illégaux et les stationnements payants dans les hôpitaux, ainsi que son travail dans le dossier des inondations printanières du printemps 2017.

«Je suis une femme ambitieuse pour mes concitoyens et c'est le genre de leadership que nous voulons continuer d'exercer pour Mirabel. Visons le sommet pour Mirabel», de conclure celle-ci.

CFLO FM, site Internet

Des finissants en médecine natifs de la région confirment leurs intentions à vouloir pratiquer sur le territoire d'Antoine-Labelle

[http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/medecins -
_medecins_0.mp3](http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/medecins_-_medecins_0.mp3)